

ANALYSE 2014

Les chrétiens d'Orient, les Kurdes et le djihadisme



Publié avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Les chrétiens d'Orient, les kurdes et le djihadisme

La question des chrétiens d'Orient revient au-devant de la scène, depuis les récents événements en Irak. L'inquiétude légitime à l'égard de leur situation, alors même qu'ils sont chassés et/ou forcés de se convertir, masque parfois une situation complexe, fruit d'une lente et tragique évolution, à travers toute une région en proie à des mutations profondes. Si ces questions nous touchent de manière particulière, c'est aussi parce qu'elles s'importent dans le débat public, ici, de manière à ce que chacun s'identifie à l'une ou l'autre « communauté » présente au Proche-Orient. Il arrive ainsi fréquemment que chacun projette sur cette situation lointaine ses propres peurs, voire ses fantasmes. Il importe donc d'y voir clair, de ne pas entretenir une confusion qui peut parfois nous rendre complices – malgré nous – de certaines injustices là-bas et de certaines discriminations ici.

Un angle méconnu : la question kurde

A cet égard, nous avons décidé d'aborder cette question par l'intermédiaire d'un aspect assez méconnu de la mosaïque ethnique et religieuse de cette région du monde, qui est celui du rôle de la communauté kurde. Celle-ci est présente dans plusieurs pays (Syrie, Irak, Turquie, ...) et revendique depuis longtemps d'avoir un état propre, après le long passé (et parfois encore présent) d'atteinte à ses libertés et à son identité. A la lumière des événements récents, avec la montée en puissance en Syrie et en Irak de l'Etat Islamique d'Irak et du Levant (EIIL, ISIS, DAESH), les Kurdes ont été amenés à jouer une nouvelle fonction : celle de « protecteurs des chrétiens ». Derrière cela, outre les intérêts des uns et des autres groupes au sein de ce conflit, s'esquisse en réalité une dynamique déjà à l'œuvre depuis plusieurs décennies au Proche-Orient : celle de l'alliance des minorités, au risque parfois de toutes les injustices et toutes les compromissions.

Cette « alliance des minorités » là-bas vient épouser ici une logique de « repli identitaire », elle aussi à l'œuvre depuis de nombreuses années. Une dynamique de « club » a dès lors tendance à s'installer : chacun s'identifie à un groupe, une appartenance culturelle ou religieuse, et projette sur une situation lointaine ses propres aspirations et ses propres peurs.

A ce propos, la question kurde vient s'inviter comme une donnée nouvelle, pouvant à la fois nous éclairer et nous interpeller, et cela à plusieurs égards. D'abord parce que les kurdes, considérés généralement comme des « musulmans modérés », se présentent comme les opposants aux groupes djihadistes, qu'ils combattent sur le terrain en Irak et en Syrie. Ensuite, parce qu'ils font partie de ceux qui tentent de « tirer parti » de la situation actuelle, pour jeter les bases d'un état sur base communautaire, afin de répondre à leurs légitimes revendications de liberté et d'autonomie. Enfin, comme nous l'avons déjà évoqué, parce qu'ils se positionnent en rôle de « protecteurs » d'une autre minorité.

Une région en pleine mutation et reconfiguration

Pour y voir plus clair, il faut se rappeler l'histoire récente et plus ancienne de cette région du monde, où des dictatures dites « laïques » (baathistes) ont étouffé pendant longtemps les questions identitaires, dans une ambiguïté qui consistait à la fois à « chérir » certaines minorités (dont la minorité chrétienne), tout en les instrumentalisant et en réprimant d'autres (dont la minorité kurde). Parallèlement, c'est aussi tout le mouvement de l'islamisme politique – incarné notamment par les Frères Musulmans – qui a été durement réprimé pendant des décennies. Plus largement, on doit constater que la communauté sunnite a fait les frais durant toutes ces années d'une répression féroce en Syrie, et qu'elle sort de 10 ans de frustrations liées à l'après Saddam Hussein en Irak – cela expliquant en partie la progression fulgurante de l'état islamique (ISIS) dans la région (groupe radical d'obédience sunnite, s'en prenant en grande partie aux autres « minorités » ; chrétienne, chiite, yézidi, etc.)

Depuis 2011, avec les printemps arabes, la configuration a profondément changé, avec des couleurs et tonalités différentes d'un pays à l'autre. En même temps qu'un vent de liberté et de démocratie, ce sont aussi toutes ces répressions passées qui ont refait surface, avec des revendications à la fois islamistes et confessionnelles qui ont été (en apparence du moins) « libérées ». La complexité de ces enjeux, la répression toujours en cours dans certains pays (comme en Syrie, où le pouvoir se revendiquant de la minorité alaouite s'en prend majoritairement aux civils sunnites) a dû en outre se heurter à une autre question, elle-même objet de nombreux débats chez nous : celles des interventions (ou absences d'intervention) de la communauté internationale (favorisant l'un ou l'autre acteur communautaire ou régional, souvent au détriment des autres).

Au milieu de cette reconfiguration, les kurdes ont, de manière à la fois légitime et compréhensible, tenté de s'arroger certains territoires désormais disputés et/ou « libérés ». Déjà à la chute de Saddam Hussein, en 2003, ces derniers s'étaient alliés avec les Américains, de manière à définir une autonomie pour le « Kurdistan », au Nord-est de l'Irak. Ils ont, depuis lors, construit ce qui ressemble à s'y méprendre à un état indépendant : armée propre, police propre, administration autonome, gouvernement autonome, langue kurde utilisée partout, etc. Une « région autonome » où par ailleurs les investissements américains ont été nombreux, permettant, avec l'aide également des riches ressources pétrolières qui y sont présentes, le développement des infrastructures, la reconstruction des villes et villages largement détruits par la répression baathiste et même l'ouverture de complexes touristiques ! S'est ainsi constituée depuis 10 ans une zone « à part » au milieu d'un Proche-Orient largement à feu et à sang. « A part » car jusqu'ici « sécurisée », « non-arabe », voire à certains égards « occidentalisée » et se présentant comme un « bastion de résistance à l'islamisme radical » - en témoignent encore les récents événements. Beaucoup de ressemblances par ailleurs avec le « cas israélien », perçu par certains comme un point d'ancrage non-musulman – voire « occidental » - dans la région. La logique des minorités, appuyées pour certaines d'entre elles par l'Occident, semble aujourd'hui à son paroxysme.

La protection des minorités, une perspective d'avenir ?

Il est évident qu'une lecture rapide pourrait nous faire idéaliser cette expérience politique nouvelle qu'incarne le Kurdistan. D'autant plus dans le contexte actuel d'avancée des djihadistes de L'EIL, où les kurdes se sont présentés comme nos alliés, en défendant la communauté chrétienne (qu'ils ont effectivement accueillie et protégée à de nombreux endroits par leurs groupes armés, en ce compris en zone irakienne hors-Kurdistan). Ce serait trop réducteur. D'une part, l'apparent essor économique de cette région autonome cache aussi une grande misère, dans un système où de nombreux clandestins (roumains et asiatiques entre autres) sont exploités dans des travaux de construction, peu ou mal payés, logés dans des conditions moyenâgeuses, voyant dès lors arrivée sur place leur passeport confisqué. D'autre part, nous avons ici la confirmation d'une logique identitaire, qui tend à gagner tout le Proche-Orient, et même plus largement. La création d'un « état » sur base religieuse/ethnique/culturelle si elle est pour part compréhensible et légitime, surtout à l'aune des longues discriminations et répressions subies, pose la question du morcellement de la région. Le modèle d'états pluri-culturels et pluri-communautaires est ainsi battu en brèche par une nouvelle dynamique : celle d'une logique de minorités qui s'affirment, se revendiquent politiquement, s'allient dans certains cas, s'opposent dans d'autres, et sont plus ou moins appuyées par les acteurs internationaux en fonction de critères identitaires, économiques et géostratégiques.

Et la « question chrétienne » alors ?

Il importe de penser la « question chrétienne » au sein de ces dynamiques à l'œuvre dans la région. En appuyant unilatéralement la communauté chrétienne et/ou la communauté kurde et/ou une autre communauté au choix, sans prise en compte de l'instrumentalisation possible de cet appui, le risque est grand de se compromettre dans des dynamiques identitaires, répressives et aveuglantes. C'est notamment ce sur quoi a beaucoup « surfé » le régime syrien, se présentant comme le « défenseur des chrétiens », pour mieux poursuivre sa répression à l'égard d'autres communautés en toute impunité.

De manière générale, on peut penser que l'avenir de la communauté chrétienne dans la région ne pourra se faire sans l'édification progressive d'états démocratiques, respectueux d'une certaine multiculturalité et multiconfessionnalité. Protéger les chrétiens des violences dont ils sont victimes est un combat important et nécessaire, qui doit être mené conjointement à une solidarité avec toutes les victimes des violences et à un appui aux processus démocratiques. De la même manière, penser la question des chrétiens d'Orient comme une question politique, de vivre-ensemble, et non pas d'abord comme une question identitaire et religieuse, permet d'envisager les choses de manière plus constructive et sereine, tant pour cette région du monde que dans le débat public ici.

Car ici comme là-bas, il importe de continuer à poursuivre notre engagement pour une société respectueuse de sa diversité et avançant vers toujours plus d'égalité et de démocratie...

Marie Peltier, chargée de projets à Pax Christi Wallonie-Bruxelles,
Septembre 2014.